

## Le retour de Bokassa

« Les grands soldats, selon le dicton, ne meurent pas, ils s'évanouissent impalpablement ». C'est dire que leur retour reste toujours possible et que les empereurs exilés s'échappent de leurs geôles pour hanter les nuits de leurs adversaires politiques. Bokassa aura voulu en faire l'expérience en ce 25 octobre 1986.

Pourquoi cette volonté de retourner dans son pays où il est condamné par contumace à la peine de mort et où il a immédiatement été emprisonné au camp Deroux, siège de la Présidence de la République ? Il apparaît à tous que Bokassa, en arrivant seul, sans armes et sans partisans, comme un prophète désarmé, s'est précipité vers une fin qui risque de lui être fatale. Comment comprendre cet acharnement qui semble *a priori* totalement déraisonnable et qui renforce l'image de la folie mégalomane dont l'ont affublé les médias occidentaux ?

Les éléments d'ordre psychologique invoqués dans la presse, s'ils ont leur part de vérité, ne suffisent certainement pas à expliquer le retour de Bokassa. On ne peut pas se contenter non plus de considérations sur les conditions de vie précaires dans le château d'Hardricourt, sur la déprime de l'ex-Empereur, sur les conseils de son entourage, peu ou prou lié à certains partis de droite, et/ou son désir de revoir son pays afin d'y manger enfin du bon manioc... (1).

On ne peut pas non plus, même si cela a pu jouer un rôle, avancer comme seule explication que Bokassa était hanté par l'image du retour de l'île d'Elbe, de la foudroyante traversée de la France par Napoléon, qui voit les armes tournées contre lui se retourner contre ses ennemis. Néanmoins, cette identification à l'histoire napoléonienne lui a peut-être donné le courage de forcer son destin et sans doute pensait-il que le simple effet de sa présence, la fascination qu'exerce son image, suffirait à désagréger la puissance de Kolingba et lui permettrait d'être à nouveau celui qui restaure « l'ordre des choses ».

Bref, pour percevoir les raisons profondes du retour de l'ex-Empereur, il faut sans doute s'interroger sur la situation intérieure du pays et la manière dont les Centrafricains se représentent Bokassa. Les éléments qui suivent cherchent à montrer que sans la présence française, le projet de Bokassa était peut-être moins irréaliste qu'il n'y paraît au premier abord.

(1) Reprise de déclarations de Bokassa à la télévision en 1984.

## La situation intérieure de la RCA

Si le Comité militaire de redressement national (CMRN) dirigé par le président Kolingba suscita quelques espoirs lors de son arrivée, il est aujourd'hui extrêmement fragile, en proie à une profonde crise de confiance. Aux yeux d'une majorité de la population centrafricaine, il n'a rien modifié à la situation économique et au patrimonialisme du pouvoir. Au contraire, le clientélisme et la corruption continuent d'être de rigueur, seuls les bénéficiaires ont changé.

Dernièrement, dans Bangui, on accusait plusieurs ministres de s'être fait construire des villas avec l'argent tiré de leurs ministères et d'être directement responsables de la contrebande de diamants et surtout d'ivoire. Ce qui choquait n'était d'ailleurs pas le fait lui-même, habituel depuis l'indépendance, mais l'ampleur prise par ces détournements. En effet, avec David Dacko et plus encore avec J.B. Bokassa, le détenteur du pouvoir s'adonnait à ce genre de trafic mais empêchait les subalternes de faire de même, alors qu'ici, chaque ministre et membre du CMNR calque son attitude sur celle de son voisin et c'est à celui qui en profitera le plus. « On a remplacé un grand voleur par une multitude de petits, qu'y a-t-on gagné ? », nous disaient des commerçants de Bangui.

Le terme même de corruption n'est pas adéquat pour traduire la situation. Si l'on définit la corruption comme la poursuite de buts privés travestis en buts publics, il faut déjà supposer que l'on reconnaisse une distinction entre intérêt public et privé, que l'on admette la différence entre la personne privée et le titulaire de la fonction. Or en Centrafrique, cette distinction n'existe pas au niveau des représentations sociales majoritaires. Même chez les hauts fonctionnaires, on ne cache pas que le discours juridique hérité de la colonisation est totalement inapplicable car être nommé à un poste de fonctionnaire, c'est avoir le droit de s'enrichir sur ses administrés sans toutefois heurter les privilèges de ceux qui sont au-dessus de soi.

La corruption n'est donc pas un phénomène pathologique de l'administration, elle est le biais social par lequel le modèle inadéquat du colonisateur continue tant bien que mal à fonctionner, et ce dans la mesure où il rencontre les valeurs de la société qui sont structurées autour du clientélisme et du patronage. Le fonctionnaire fait profiter sa famille et ses amis de sa place et de ses revenus. Mais il faut une limite à ce système. Celle-ci, jusqu'à maintenant, était assurée par la structure pyramidale du pouvoir et la concentration de celui-ci dans les mains d'un seul homme. Dès qu'il s'agit d'une équipe, le phénomène, au lieu de se dissoudre comme l'espérait le gouvernement français, s'étend et prend des proportions encore plus inquiétantes.

Alors qu'on aurait pu imaginer que le CMNR représentait une tentative d'institutionnalisation du pouvoir et de création d'un État dont on disait avec juste raison qu'il restait à construire (2), il semble que rien n'ait véritablement changé depuis le départ de Bokassa. Certes le CMNR

(2) Pierre Kalck, « La RCA entre les décombres et le redressement », *le Monde diplomatique*, août 1982.

n'utilise pas la violence spectaculaire et l'arbitraire de Bokassa pour rester au pouvoir (3). Nous n'en sommes plus à l'époque où un simple soldat pouvait devenir général d'aviation pour avoir giflé un Français qui se moquait du Maréchal, où le portier d'une société en devenait le président car il était « seul resté fidèle au poste », où un infirmier-anesthésiste était nommé par décret docteur, où un magistrat pouvait se retrouver en prison avec l'accusé parce qu'il avait eu le malheur de le relaxer faute de preuves (4). Mais cela ne signifie pas pour autant un retour à la démocratie. Les forces de police et de gendarmerie sont beaucoup plus présentes dans la ville qu'à l'époque de Bokassa qui s'en méfiait et les privait de munitions. Les contrôles policiers et la vérification des papiers d'identité se multiplient sans pour autant être capables de freiner l'augmentation de la délinquance et de la criminalité ainsi que les rivalités ethniques ; phénomène nouveau en Centrafrique, qui a débuté en 1979.

Le climat est plus lourd de menaces. On se promène moins tard le soir, on évite certains quartiers et certains bals. L'inquiétude de la population bangouaise propage un sentiment d'insécurité contagieux et une peur plus insidieuse mais tout aussi forte qu'à l'époque de l'Empire. Auparavant on avait peur du souverain terrible et de son ordre, maintenant on a peur du désordre et de l'anarchie résultant d'un pouvoir incapable malgré sa violence et l'on finit par regretter le passé.

Rappelons qu'il aura suffi, en 1983, de la simple évocation du nom de Bokassa pour que l'autorité du CMNR soit mise en péril et que lors du traditionnel discours du 1<sup>er</sup> septembre de l'époque, le président Kolingba s'émeuve de la diffusion dans le pays de tracts et de déclarations d'un Bokassa redevenu logorrhéique à distance (5). L'emportement présidentiel trahissait à l'époque la peur et la faiblesse du régime, non sa force. En témoigne, d'ailleurs, la mobilisation de l'armée centrafricaine et sa mise en état d'alerte à la suite de la rumeur de l'éventuel retour de Bokassa. En 1986, le président Kolingba s'est cru au contraire assez fort pour affronter l'image de Bokassa. Les événements à venir nous diront s'il avait raison. Ce changement d'attitude par rapport à 1983 s'explique non pas par un affaiblissement de la charge symbolique dont Bokassa, à

(3) Pierre Kalck : *Histoire centrafricaine des origines à nos jours*. Thèse de doctorat ès lettres 1970, 4 vol., 1 777 p. et *Le Monde*, 21 et 22 avr. 1979.

Ex : Tête de Mounoubaye, directeur de la Sécurité intérieure exécuté en janvier 1966, conservée dans le formol et dont Bokassa prévoyait une exposition itinérante dans les écoles.

(4) Exemples cités par M.H. Maïdou, ex-Premier ministre de Bokassa et ex-vice-président du gouvernement de salut public dirigé par David Dacko, lors de son entretien avec nous en septembre 1983.

(5) Depuis début 1982 circulaient en Centrafrique des tracts demandant le retour de Bokassa et des lettres personnelles de celui-ci assurant les Centrafricains de son

dévouement à leur cause et les invitant à le laisser rentrer sur ses terres de Berengo. Presque tous les personnages importants en RCA en reçurent personnellement (préfets, sous-préfets, maires, amis de toujours... missionnaires...) malgré la censure, ce qui suppose des complicités en Centrafrique. La parution de ces lettres s'intensifia aux mois de juillet et août 1983. Le président Kolingba profita du grand discours anniversaire de la prise du pouvoir du 1<sup>er</sup> septembre 1981 qu'il faisait à la radio-télévision centrafricaine pour menacer tous ceux qui aidaient à la diffusion des tracts et voulaient le retour du « bourreau Bokassa ». L'auteur a pu examiner ces tracts et écouter le discours du 1<sup>er</sup> septembre.

travers son nom, est investi, mais par la certitude que le gouvernement français, engagé au Tchad comme il l'est, ne peut abandonner le Général Président et prendre le risque d'un retour au pouvoir de Bokassa dont l'acrimonie envers les gouvernants français qui l'ont tour à tour « trahi » ne fait pas de doute (6).

Ainsi s'explique à la fois l'inquiétude qui étreint les dirigeants centrafricains et en même temps leur pari obligatoire d'arrêter Bokassa : le poids du réel l'emportera-t-il sur le symbolique ? Le retour de ce dernier seul et sans arme, l'inquiétude qu'il suscite malgré tout sont en effet révélateurs d'une dimension cachée du pouvoir, celle de son rapport et de son emprise sur l'imaginaire social. Défi à la raison occidentale que cet attachement (attirance-répulsion) au nom et à l'image de Bokassa, dont il faut pourtant comprendre les raisons et qui s'enracine sans doute dans la croyance. Pourtant l'irrationnel a ses raisons que la raison ne comprend pas, mais qu'un État comme la France ou tout au moins ses experts doivent chercher à rationaliser.

### L'image du pouvoir

Loin de considérer Bokassa comme un « pitre sanguinaire », sorte d'Ubu africain tout droit sorti du théâtre de l'absurde, certains Centrafricains perçoivent Bokassa à travers leur propre conception du pouvoir et de la légitimité. Conception qui prend racine dans la tradition commune à la plupart des ethnies qui peuplent l'actuelle RCA. C'est donc vers elle qu'il faut se tourner pour comprendre les réactions de la population vis-à-vis de Bokassa.

Si l'on interroge celle-ci sur son ex-Empereur, les qualificatifs qui lui sont attribués sont les suivants : « C'est un homme fort, un grand mangeur et un grand buveur, un grand constructeur (il a fait sortir de terre Berengo, il a construit le palais des sports, l'université, le nouvel aéroport, de très nombreuses villas, il a même voulu construire une ville pour les Pygmées), un véritable créateur (terme employé fréquemment, y compris dans sa connotation sexuelle, étant donné son nombre de femmes, plus de 40 dit-on, et au moins 55 enfants), mais il est aussi un militaire, un guerrier impitoyable envers ses ennemis. Il est violent et terrible, dispose de pouvoirs occultes... » (7).

Cette image, contradictoire *a priori*, s'éclaire sous un nouveau jour si on la rapproche d'un des mythes fondateurs commun à presque toutes les ethnies centrafricaines : celui de la double figure du « trickster » Tere/Ngakola où le héros créateur traditionnel des mythes africains est représenté par deux personnages différents : Tere qui symbolise le désordre, la faiblesse humaine mais aussi la ruse et la facétie et Ngakola

(6) Et qui pourrait remettre en cause l'équilibre géopolitique de toute l'Afrique centrale. La base de Bouar, en Centrafrique, étant un point clé du dispositif français de défense au Tchad, que Bokassa avait

justement promis à Kadhafi peu avant son renversement en 1979.

(7) Les phrases entre guillemets correspondent à des conversations que l'auteur a eues aux mois d'avril et septembre 1983.

l'ordre, les capacités créatrices mais aussi la dégénérescence de l'ordre en tyrannie avec la transformation de Ngakola en être monstrueux.

Dans le mythe fondateur des Banda, Eyilingu, le dieu créateur, envoie Tere sur la terre pour la rendre productive en lui confiant toutes les semences nécessaires dans unealebasse, mais Tere, par négligence, tombe de la liane qui reliait le ciel à la terre et crée un désordre indescriptible. Eyilingu envoie alors Ngakola restaurer l'ordre, ce qu'il fait admirablement, mais il impose un ordre tellement dur que les humains se révoltent et abattent le monstre gigantesque, velu et cannibale qu'est devenu Ngakola. On continuera malgré tout à lui rendre un culte car il est celui qui guérit des maladies et insère dans la vie sociale (8).

Sans qu'il y ait nécessairement un rapprochement explicite entre Ngakola et Bokassa, c'est à travers le couple d'opposition Tere/Ngakola qui structure l'imaginaire social centrafricain que l'on peut comprendre les attitudes ambivalentes de la population à l'égard de Bokassa. Celui-ci représente la dimension terrible et sacrée du pouvoir. Son image attire et repousse simultanément les Centrafricains. Ceux-ci ne désirent pas le voir revenir au pouvoir mais beaucoup sont persuadés que ce retour fait partie de l'ordre des choses, qu'il est inéluctable. Ainsi l'image que l'on se fait du pouvoir dépend tout autant de l'Histoire et du souvenir que des images produites par le pouvoir, mais elle a peu de rapport avec l'individualité même du prince et le discours rationnel. Elle est de l'ordre de la croyance.

On comprend alors que cet état d'esprit ait favorisé la tentative audacieuse projetée par Bokassa de revenir à Bangui sans aucun appui sérieux. Il espérait que la population viendrait à lui comme vers un sauveur et ceci malgré le (ou à cause du) passé. En effet son personnage, son nom sont investis de significations qui le dépassent en tant qu'individu et c'est pourquoi, quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse, il est aussi dangereux pour le pouvoir en place ; d'autant qu'il constitue une sorte de modèle de conduite qui sera présent dans les avatars futurs des autres pays d'Afrique pour tous ceux qui, chassés du pouvoir, espèrent y revenir un jour et refusent de s'évanouir impalpablement.

(8) Version du mythe donnée par A.M. Vergiat : *Les rites secrets des primitifs de l'Oubangui*, Paris Payot, 1951, 160 p. J.D. Penel dans *Analyse structurale des con-*

*tes centrafricains*, Univ. de Bangui, 64 p., fait état de toutes les variantes connues à ce jour du mythe dans les différentes ethnies centrafricaines.